

BUDGET D'EQUIPEMENT

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DES PRIX N°11/CS/2025

ETUDE, SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET MISE EN PLACE DES ACCESSIBILITES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché Passé par appel d'offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

**ARTICLE 5: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES
COMPLEMENTAIRES**

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS

ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 13 : CRITERES D'ADMISSIBILITE ET CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

ARTICLE 14 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 15 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU MARCHE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national sur offres de prix

n° **11/CS/2025** ayant pour objet : **L'étude, suivi et contrôle des travaux d'aménagement et mise en place des accessibilités pour personnes à mobilité réduite.**

Il a été établi en vertu des dispositions l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) de relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX DES PRESTATIONS

Le marché comprend l'ensemble des prestations relevant du marché n° **11/CS/2025** précisées dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge toutes les prestations indiquées dans le CPS nécessaires à la réalisation du marché susvisé ; il ne pourra sous-traiter certains travaux que dans les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics et aux prescriptions du CPS.

Le B.E.T ne pourra en aucun cas se prévaloir des indications de nature technique contenues dans le présent dossier pour faire valoir en cours ou en fin des prestations des droits de réclamation.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur les bases techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres tels que prévus à l'article 23 du présent décret ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Les plans et les documents techniques, le cas échéant ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- Le bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1- *Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :*

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- *Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :*

- Les personnes en liquidation judiciaire ;

- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- Les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 5: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

I-Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A-Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas
 - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
2. La déclaration sur l'honneur selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;
3. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant (le cautionnement provisoire doit être dématérialisé) ;
En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :
 - a- Au nom collectif du groupement ;
 - b- Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
 - c- En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.
4. La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- **Pour les coopératives ou union des coopératives :**

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, chaque membre dudit groupement doit produire toutes les pièces précitées.

- lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévu par le présent règlement de consultation, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2- S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.
 - a. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
 - b. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
 - a. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B- un dossier technique comprenant :

Le dossier technique doit comporter les pièces suivantes :

- Le bureau d'étude doit présenter une copie légalisée du certificat d'agrément à titre **définitif ou provisoire** conformément au décret n°2.98.984 du 22 Mars 1999 instituant le système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre ; délivré par le ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau ; dans le domaine d'activités suivant :

D 17 Voirie, réseaux d'assainissement et eau potable ;

NB : - Cette certificat doit être certifiée conforme à l'original.

Le certificat d'agrément doit être valable à la date de la séance d'ouverture des offres.

Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28-II du décret n° 2-22-431 précité.

C- Une offre technique comprenant :

L'offre technique doit comporter les pièces suivantes :

- **Programme détaillé** de travail indiquant le calendrier d'exécution des tâches principales à accomplir pour mener l'étude à bien (**planning**);
- Estimation détaillée des besoins en personnel exprimée en homme, mois avec décomposition par équipes individuelles ou par domaine de spécialisation technique (**chronogramme**);

- **Méthodologie** envisagée pour conduire l'étude. La méthodologie doit indiquer en détail la démarche que le BET compte suivre pour réaliser les prestations objet du présent marché tout ou respectant les exigences du CPS.

- **Liste du personnel du BET** constituée au minimum des profils suivants :

- Un ingénieur en Génie Civil, expérience minimale de cinq (05) ans ;
 - Un Technicien spécialisé en Génie Civil, expérience minimale de Cinq (05) ans ;
 - Un Technicien spécialisé géomètre topographe, expérience minimale de (04) quatre ans.
- Curriculum vitae détaillé de l'ensemble du personnel du BET ; Le CV, doit être signé par l'intéressé et le Directeur du BET.
 - Copies certifiées conformes à l'original des diplômes de l'ensemble du personnel du BET
 - Le BET doit présenter une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou les bordereaux de la CNSS pour justifier L'appartenance du personnel cité en haut au BET.

NB : Cette note sera considérée comme engagement de la part du Bureau d'études, au cas où il serait attributaire du marché. Le bureau d'études peut apporter des compléments ou émettre des observations sur les données à fournir par le maître d'ouvrage,

D- Offre financière :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

b- le bordereau des prix et le détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les

concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 8 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics., les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le CPS et le RC paraphés et signés :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 5 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 5 ci-dessus) ;
- Une Offre technique précité (Cf. article 5 ci-dessus) ;
- Une offre financière précitée (Cf. article 5 ci-dessus) comprenant :
 - a- L'acte d'engagement établi comme il est dit à l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics. Selon le modèle joint au présent règlement de consultation. Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du présent décret, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement
 - b- Le bordereau des prix – détail estimatif établi comme il est stipulé à l'alinéa b de l'article 30 du décret ; Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

- Les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes prévues ci-après ; Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique conformément aux conditions du portail des marchés publics.
- Les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
- Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.
- Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
- Le dépôt des plis l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
- La signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agréée conformément à la législation et la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distincts :

- a) **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre technique du concurrent, Elle doit porter par le portail des marchés publics l'intitulé "offre technique"
- c) **La troisième enveloppe** contient l'offre financière du concurrent, Elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière"

NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique du concernant.

3- Monnaie et langue de l'offre :

- Les prix des offres doivent être exprimés en **Dirhams** ;
- Toutes les pièces constitutives des dossiers doivent être en langue française.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma), et ce, conformément aux dispositions de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures .

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué au demandeur et aux autres concurrents dans les sept jours suivant la date de réception de la demande, toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse sera communiqué 3 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ; les plis des concurrents doivent être déposés électroniquement via le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document est signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées. Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

La signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

NB : La commission d'appel d'offres écarte toute soumission électronique dont les pièces ne sont pas signées via un certificat de signature électronique.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 juin 2023 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, les concurrents peuvent retirer électroniquement, leurs plis antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par l'arrêté précité et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe,

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 13 : CRITERES D'ADMISSIBILITE ET CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

L'évaluation des offres techniques :

L'évaluation des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques.

La commission procède, à huis clos, à l'évaluation des offres techniques sur la base des critères ci-après :

Lors du jugement des offres, les membres de la commission attribueront **une note technique Nt variant de 0 à 100 points**. Cette note tiendra compte de la méthodologie, de la qualité de l'équipe du projet et du chef du projet,

L'évaluation technique sera effectuée selon la grille suivante :

$$NT = N_Meth + NEq Pr + N Chef_Pr$$

Où

NT : (la note totale) /100 points ;

N_Meth : (note relative à la méthodologie proposée) /30 pts ;

NEq Pr : (note relative à l'équipe de projet) /40 pts ;

N Chef Pr : (note relative au chef de projet) /30 pts ;

=====

I- **N_Meth : note relative à la méthodologie proposée / 30 pts,**

Cette note tient compte principalement de la conformité de la méthodologie proposée par le concurrent et son enrichissement par rapport aux termes de référence du CPS à savoir :

- Diagnostic qui relate au maximum la réalité de l'état des lieux.
- L'ensemble des travaux topographiques selon stipulations du CPS.
- Une conception qui regroupe le diagnostic, les études topographiques et la créativité acheminant vers une vision satisfaisante de l'accessibilité.

Cette note sera attribuée comme suit :

La méthodologie :

- Améliorée par rapport aux T.R du CPS : 30 pts,
- sommairement développée par rapport aux T.R. du CPS : 15 pts
- simplement reprise des T.R. du CPS : 10 pts
- Méthodologie non conforme aux T.R. du CPS : 0 pts

II- NEq_Pr : note relative à l'équipe de projet/ 40 pts :

Profil	Nombre d'année d'expérience	Pts / 40
Technicien spécialisé en Génie Civil	Nombre d'année d'expérience ≥10ans	20 pts
	Nombre d'année d'expérience ≥5ans < 10 ans	10 pts
Technicien spécialisé géomètre topographe	Nombre d'année d'expérience ≥10ans	20 pts
	Nombre d'année d'expérience ≥4ans < 10 ans	10 pts

III- N Chef_Pr note relative au chef de projet / 30 pts :

Un ingénieur en génie civil d'une expérience minimale de cinq ans, le chef de projet.

Nombre d'année d'expérience : ≥ 20 ans 30 points

≥ 15 ans et < 20 ans 20 points

≥ 5 ans et < 15 ans 10 points

Soit la note globale NT : $NT = N_Meth + NEq_Pr + N\ Chef_Pr$

Les concurrents ayant la note NT strictement inférieur à 60 points sont éliminés.

ARTICLE 14 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

L'examen des offres financières concerne **les seuls candidats ayant obtenu des notes techniques supérieures ou égales à la note éliminatoire** prévue à l'article 13 ci-dessus et sera effectué conformément aux dispositions du décret n° 2-22-431 précité.

A la proposition la moins chère sera attribué la note financière de 100 et les autres propositions des notes financières inversement proportionnelles à leur montant

$$NF = (Po/P) \times 100$$

Où :

P : Prix proposé par le BET

Po : Prix de l'offre du moins disant retenu.

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité,

Le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché sera attribué au candidat ayant la note globale la plus élevée : obtenue par l'addition des notes techniques et financières après introduction d'une pondération.

Soit **une note globale N** selon la pondération suivante :

$$N = 0.8 NT + 0.2 NF$$

Le Chef de service

Khalid EL HAGOUT
Chef de Service de Voirie

Le Chef de la Division

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

Lu et accepté par

Le Président de la Commune de Salé :



Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé